



La lettre des administrateurs

CGT

-Groupe La Poste-

La Lettre des Administrateurs N° 150
Conseil d'Administration du jeudi 4 novembre 2010

Pas de progrès social sans service public

Tout au long de ces cinq années, nous, élus Cgt avons porté inlassablement les revendications des salariés du Groupe.

Sur tous les grands dossiers nous sommes intervenus pour la défense et le développement du service public et répondant ainsi aussi aux intérêts économiques de l'entreprise et au progrès social pour les postiers.

Refusant avec opiniâtreté le dumping social, la mise en concurrence des salariés du groupe entre eux, l'exploitation de la misère à travers la recherche de niches fiscales dans les pays en voie de développement (comme l'Asie du Sud Est) ou émergents (comme l'Europe centrale) nous avons toujours rejeté, en votant contre, les opérations dites «de croissance externe» à travers des rachats d'entreprise ou autres montages financiers, en France ou à l'étranger.



Avec l'ensemble de notre fédération nous avons combattu le projet de loi de privatisation, nous nous sommes fait l'écho des luttes menées conjointement par les élus locaux, les populations, les associations, les postiers... Nous n'avons raté aucune occasion de rappeler nos propositions alternatives, qui sont toujours d'actualité et que vous pouvez retrouver sur le site internet : www.cgt-fapt.fr

Etc. Etc. Etc.

Malheureusement ce ne fut pas toujours le cas de tout le monde. Dommage car nous savons bien que l'union fait la force. Le mouvement social qui est ancré actuellement en est la démonstration.

Parfois les lignes ont bougé. Parfois nos interlocuteurs, si méprisants fussent-ils envers les élus du personnel ont dû prendre en compte les retours que nous leur faisons sur la réalité du terrain, les obligeant ainsi à ne pas continuer de faire semblant de les ignorer.

Pour encore plus d'efficacité, renforcer le poids de la CGT au CA est indispensable.

Ci dessous la déclaration des Administrateurs CGT au Conseil d'administration du 4 novembre 2010

Compte tenu du contexte social, nous ne pouvons assister à ce Conseil sans interpeller les représentants du Gouvernement et de la direction du Groupe. La participation massive des salariés aux journées nationales d'actions interprofessionnelles et unitaires depuis début septembre, la multiplication des actions dans les entreprises des secteurs privé et public dont le nôtre, témoignent d'une dynamique des mobilisations, sans équivalent depuis de nombreuses années, révélatrice d'une crise sociale grave.

Au delà de la réforme des retraites, l'emploi, les salaires, les conditions de travail, mais aussi l'avenir des jeunes sont restés sans réponse efficace. De plus, la pénibilité, l'emploi des seniors et les droits des femmes reviennent avec plus de force encore sur le devant de la scène.

La seule réponse possible c'est bien l'ouverture de véritables négociations, non des attitudes répressives, des tentatives de porter atteinte au droit de grève ou encore le mépris, autant d'attitudes qui attisent désordres et expressions de colère.

De même concernant La Poste, nous nous étonnons par exemple, du peu de démocratie qui a présidé au sein du Conseil d'administration dans le processus de valorisation de La Poste et dans la façon dont ils ont été écartés des Informations liées aux conditions d'entrée de la Caisse des Dépôts et Consignations et de l'Etat dans le capital de La Poste. C'est dire le peu de considération envers les administrateurs élus par les salariés quant à leur information et leur consultation sur les évolutions de l'entreprise et leurs conséquences. Une nouvelle fois, c'est par la presse que nous apprenons le déroulement et autres péripéties des «tractations». Ce n'est pas acceptable.

D'autant plus quand, à l'heure d'une nouvelle répartition des sièges entre personnalités qualifiées et des pouvoirs entre représentants de La Poste et représentants des actionnaires, nous apprenons, en sortant du siège de La Poste et à l'issue de la réunion préparatoire de ce conseil, que quelque minutes plus tard, le Ministre Estrosi «convoque» le Comex et qu'il en fait publicité dans un communiqué de presse dithyrambique.

Reprenant à son compte les bons résultats du Groupe, il fait l'éloge des orientations stratégiques, qu'il aurait lui-même préconisées, passant sous silence la réalité de l'appauvrissement du service public, le durcissement alarmant des relations managériales, la détérioration dramatique de l'emploi et des conditions de travail, leurs inquiétantes conséquences sur la santé des postiers. Mais peut-être n'a-t-il rien vu !

On porte atteinte au droit de regard de l'ensemble des administrateurs. C'est la confirmation de l'ambition de vider le Conseil d'administration de ses prérogatives avec la mise en place de la SA.

Aujourd'hui, nous tenons à rappeler nos exigences à ce que les fruits de la croissance de La Poste soient répartis équitablement dans le souci de privilégier l'intérêt économique et l'avenir de La Poste, celui des services rendus à nos concitoyens et celui des postiers. Les résultats de La Poste doivent être utilisés en priorité :

- à la revalorisation des salaires, à l'amélioration sensible des conditions de travail, à l'emploi qualifié et à son développement pour répondre toujours mieux aux attentes des personnels et du public,
- au développement et à la recherche de produits postaux et bancaires qui répondent aux besoins d'aujourd'hui de nos concitoyens et favorisent l'efficacité économique et sociale de l'entreprise.

Les administrateurs Cgt vous demandent instamment, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Administrateurs de les entendre et de prendre en compte les propositions qu'ils savent formuler dans l'intérêt de tous (population, postiers, entreprise).

Nous vous appelons, toutes et tous, à voter et à faire voter massivement Cgt le 16 novembre prochain

Prochain Conseil d'Administration
le jeudi 16 décembre 2010

Pour joindre les administrateurs Cgt :
Pascal Barois, Michelle Boulesteix, Anne-Marie Fourcade

Fédération des activités postales et de télécommunications - CGT
263, rue de Paris - Case 545 - 93515 Montreuil Cedex -
Tél. : 01 48 18 54 00 - Fax : 01 48 59 25 22 - C.C.P. Paris 20376 D

Votons CGT
le 16 novembre 2010

Élections au Conseil d'Administration du groupe LA POSTE

